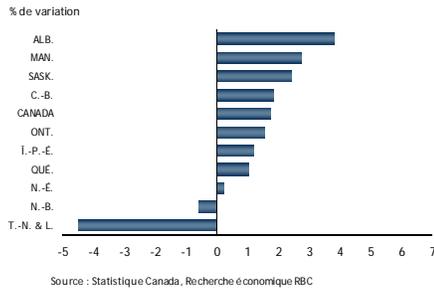


PERSPECTIVES PROVINCIALES

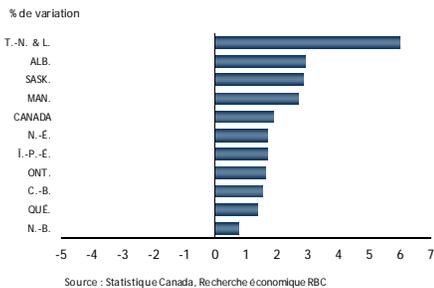
Juin 2013

La plupart des provinces sont en voie de surpasser leur croissance de 2012

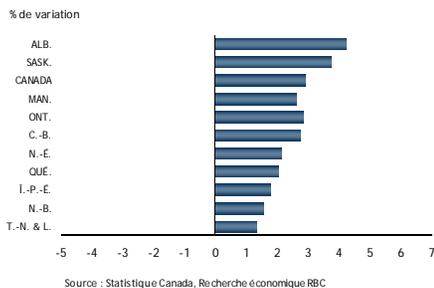
Croissance du PIB réel en 2012



Croissance du PIB réel en 2013



Croissance du PIB réel en 2014



Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

- Conformément à nos prévisions, la plupart des économies provinciales se sont nettement améliorées au début de 2013 après des résultats généralement décevants à la fin de 2012.
- Nous prévoyons que toutes les provinces sauf deux (Alberta et Colombie-Britannique) feront mieux en 2013 qu'elles n'ont fait en 2012 en termes de croissance économique.
- Les facteurs favorables varient selon les provinces, cependant la vigueur des exportations est un facteur important pour plusieurs.
- Nous avons apporté quelques changements, surtout mineurs, à nos prévisions pour le PIB réel en 2013 et 2014. Aucun de ces changements ne reflète une modification fondamentale à notre opinion.
- Les provinces riches en ressources naturelles dominent encore notre classement des taux de croissance pour 2013, comme lors des trois dernières années.
- Nous prévoyons que Terre-Neuve-et-Labrador, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba seront les quatre seules provinces à croître plus rapidement que la moyenne nationale en 2013.
- L'Ontario, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, la Colombie-Britannique et le Québec devraient afficher un rythme d'expansion légèrement inférieur à la moyenne nationale alors que le Nouveau-Brunswick devrait accuser un retard plus important.

Les économies provinciales sont conformes à nos prévisions antérieures

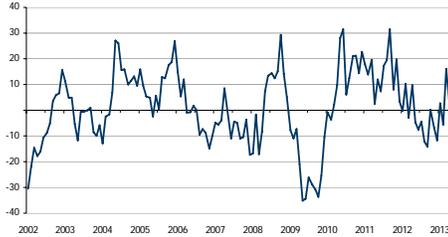
De façon générale, les indicateurs économiques publiés depuis le numéro de mars de *Perspectives provinciales* ont confirmé, comme nous nous y attendions, que le ralentissement de l'activité provinciale à la fin de 2012 serait de courte durée. Des signes, bien qu'encore timides, ont notamment montré que la reprise des exportations attendue depuis longtemps commence à prendre forme dans plusieurs provinces. Notre suivi de la situation économique récente des provinces nous donne donc, pour le moment, peu de raisons de modifier nos prévisions pour le PIB réel de façon marquée. En conséquence, les rares changements que nous avons apportés dans ce numéro de *Perspectives provinciales* sont relativement mineurs.

Les provinces riches en ressources naturelles ouvrent la voie... une fois de plus

Nous continuons de prévoir que toutes les provinces sauf deux (Alberta et Colombie-Britannique) dépasseront ou égaleront leur taux de croissance de 2012, et aussi que toutes sauf deux (Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador) verront leur croissance s'accélérer en 2014. Les provinces riches en ressources naturelles dominent encore notre classement des taux de croissance pour 2013 (comme elles l'ont fait, dans l'ensemble, lors des trois dernières années). Nous croyons que Terre-Neuve-et-Labrador enregistrera cette année une croissance de loin supérieure (6,0 %) à celle des autres provinces, même si cette vigueur survient après une contraction substantielle (-4,5 %) en 2012, quand les travaux d'entretien des champs pétrolifères extracôtiers de la province avaient causé une forte chute temporaire de la production de pétrole. L'Alberta arrivera selon nous deuxième grâce à une croissance respectable de 3,0 %, suivie de près par la Saskatchewan (2,9 %) et le Manitoba (2,7 %). Comme nous l'indiquions dans notre mise à jour de mars, nous prévoyons une croissance inférieure à la moyenne nationale pour les autres provinces.

Exportations de marchandises de la Colombie-Britannique

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Population en Colombie-Britannique

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	2,8	1,8	1,6	2,7
Emploi	0,8	1,7	0,4	1,5
Taux de chômage (%)	7,5	6,7	6,4	6,3
Ventes au détail	3,2	1,9	2,1	4,0
Mises en chantier (unités)	26 400	27 465	24 500	23 500
Indice des prix à la consommation	2,3	1,1	0,5	1,6

Robert Hogue
Économiste principal

Le secteur des exportations ouvre la voie

L'économie de la Colombie-Britannique a fini 2012 au ralenti, et n'a que légèrement accéléré la cadence au début de 2013 selon les plus récentes indications. Les données à ce jour confirment que la reprise du secteur des ressources de la province est maintenant bien amorcée ; mais elles montrent aussi que d'autres secteurs de l'économie tardent encore à redémarrer et continuent de freiner la croissance globale. Néanmoins, nous prévoyons qu'une demande extérieure renouvelée pour les produits provenant des ressources naturelles de la Colombie-Britannique stimulera l'activité intérieure future. Le PIB réel de la province devrait selon nous croître de 1,6 % en 2013, ce qui ne représente qu'un faible ralentissement par rapport au taux estimé de 1,8 % en 2012. Notre prévision pour 2014 anticipe une augmentation des dépenses d'investissement qui fera bondir la croissance économique de la Colombie-Britannique à 2,7 %.

Hausse de la demande d'exportations

Nous trouvons plutôt encourageants les récents résultats de la province en matière de commerce extérieur. Les exportations de biens vers d'autres pays ont augmenté de 4,2 % sur un an lors des cinq premiers mois de 2013, surpassant la hausse des importations (3,3 %). Les exportations de produits du bois ont fait un bond remarquable de 35 %, dont des gains importants (+51 %) aux États-Unis. Les exportations de minéraux, de métaux, de machinerie et d'équipement ont aussi fortement augmenté. La demande étrangère pour les produits de la Colombie-Britannique a principalement bénéficié du redressement du secteur de la construction résidentielle aux États-Unis, mais également de nouvelles percées sur le marché chinois. Grâce à des ventes accrues à l'étranger, le secteur des ressources naturelles de la province a poursuivi sa reprise. Depuis le début de l'année, la production de bois d'œuvre résineux, de charbon, de cuivre, d'or et d'argent a affiché des gains sensibles sur un an. L'amélioration du commerce extérieur a aussi profité aux manufacturiers de la province qui ont vu leurs ventes croître de 2,6 % au premier trimestre.

La conjoncture provinciale demeure morose

À l'intérieur de la province, toutefois, une amélioration plus vaste de la conjoncture se fait encore attendre. Malgré une hausse évidente des dépenses liées à la construction non résidentielle depuis le début de l'année, le plus récent sondage sur les intentions d'investissements privés et publics publié plus tôt cette année par Statistique Canada indique qu'on ne peut compter sur les projets d'investissement pour insuffler un fort dynamisme en 2013. Sur le plan résidentiel, le nombre de maisons en construction a fléchi quelque peu à chacun des trois derniers trimestres, ce qui témoigne du refroidissement important du marché de la revente en Colombie-Britannique et de la décélération des mises en chantier. Les investissements résidentiels ont diminué de 4 % sur un an au premier trimestre.

Les dépenses de consommation sont freinées par une stagnation temporaire de la création d'emplois

Les ventes au détail piétinent depuis la fin de 2011, signe que les consommateurs de la Colombie-Britannique hésitent encore à desserrer les cordons de leur bourse. Les récentes statistiques sur l'emploi n'ont guère renforcé la confiance. La création d'emplois dans la province a pratiquement cessé depuis l'automne dernier, les pertes dans le secteur privé (notamment dans la construction) compensant les gains dans le secteur du travail autonome et le secteur public. Néanmoins, nous croyons que l'activité liée aux exportations finira par relancer la création d'emplois dans le secteur privé et appuiera une reprise de la croissance des dépenses de consommation.

Une croissance démographique ralentie

Toute reprise du secteur de la consommation pourrait toutefois être assez limitée sans une stabilisation ou une amélioration des récentes tendances démographiques. L'accroissement de la population en Colombie-Britannique a fortement ralenti depuis 2010 et a atteint son rythme le plus lent (0,9 %) en plus de huit ans au premier trimestre de cette année. La province n'attire plus les nouveaux migrants des autres provinces et des autres pays comme elle le faisait il y a à peine quelques années.

Moins d'incertitude, mêmes perspectives favorables

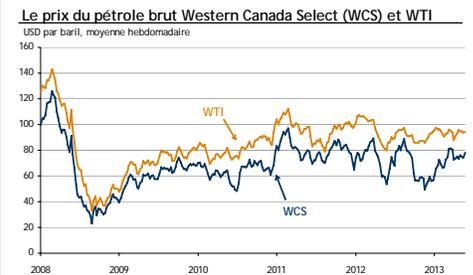
Les nuages d'incertitude qui s'étaient massés au-dessus des perspectives économiques de l'Alberta en 2012 et au début de 2013 se sont dissipés dans une large mesure au cours des derniers mois et n'assombrissent plus les perspectives très prometteuses de la province. Nous prévoyons un essor économique quasi ininterrompu dans la province cette année et une croissance du PIB réel de 3,0 %, un peu sous l'estimation de 3,8 % pour l'an dernier. Même si le principal moteur de la croissance restera l'activité liée au secteur pétrolier et gazier, l'expansion économique s'étend manifestement à une vaste gamme de secteurs d'activité. Cette expansion généralisée devrait selon nous s'accroître en 2014 à un taux de 4,2 %, ce qui permettra à l'Alberta de reconquérir son titre de province à la croissance la plus rapide cédé à Terre-Neuve-et-Labrador cette année.

Des aspects fondamentaux robustes remis en évidence

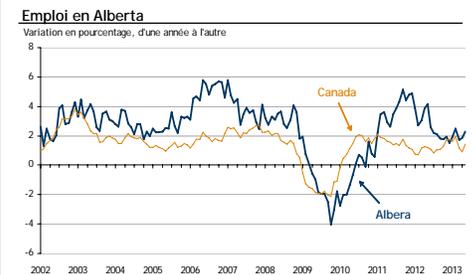
Dans les deux numéros précédents de Perspectives provinciales, nous avons indiqué que les récents problèmes de production et de livraison de pétrole ont créé une certaine incertitude quant à la durabilité de l'essor énergétique en Alberta. Ces problèmes — qui comprenaient la hausse rapide de la production d'énergie aux États-Unis, l'émergence d'un engorgement des gazoducs et la soi-disant « bulle du bitume » — se sont traduits de manière plus évidente par une forte diminution des prix reçus par les producteurs de pétrole dans la province à l'automne 2012 et au début de 2013. La bonne nouvelle des derniers mois est que plusieurs de ces problèmes ont été au moins temporairement atténués. Soulignons que le recours accru au transport ferroviaire pour acheminer le pétrole brut non classique de l'Alberta vers les raffineries américaines sur la côte du Golfe a, dans une certaine mesure, désengorgé les pipelines. Fait important, les récents événements ont contribué à réduire l'écart de prix entre le pétrole albertain et le brut de référence WTI. À ce jour au deuxième trimestre, le brut Western Canada Select a rebondi de 24 % par rapport à son niveau du quatrième trimestre de 2012, preuve que la faiblesse précédente des prix était loin d'être permanente en Alberta. Ce rebond des prix a donc réussi à dissiper une partie de l'incertitude, du moins pour le moment, et à remettre en évidence les aspects fondamentaux économiques impressionnants de l'Alberta.

Bon départ en 2013

La performance économique de l'Alberta reste assez solide en ce début de 2013. Malgré tout, la production de pétrole brut continue de croître, ayant augmenté de plus de 4 % sur un an dans les deux premiers mois de 2013. Dans le secteur de la construction, l'activité croît encore très rapidement et des gains notables ont été enregistrés dans le secteur résidentiel. Depuis le début du deuxième trimestre, les mises en chantier s'élèvent en moyenne à un niveau (annualisé) de 40 000 unités, ce qui serait le niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 2008. Le taux de création d'emplois est parmi les plus élevés au Canada, ayant atteint 2,3 % sur un an dans les cinq premiers mois de 2013. Les perspectives d'emploi intéressantes en Alberta continuent d'attirer des travailleurs de l'extérieur de la province et cette immigration a fait croître la population de plus de 3 % pour la première fois depuis la fin de 2006. Les ventes des détaillants albertains continuent d'augmenter à un bon rythme, contrairement à l'inertie observable dans plusieurs autres régions du Canada. Bref, la majorité des indicateurs économiques laissent encore entrevoir une croissance rapide en Alberta cette année. Une exception notable est le secteur manufacturier où les ventes ont stagné, peut-être en raison de l'accès de nervosité précédent.



Source : Bloomberg, Financial Times, Recherche économique RBC



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

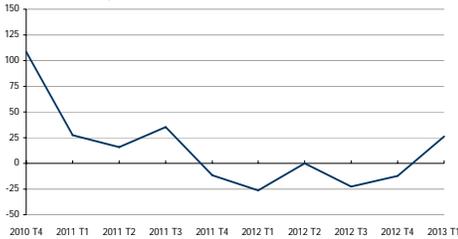
Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	5,1	3,8	3,0	4,2
Emploi	3,8	2,6	2,3	2,2
Taux de chômage (%)	5,5	4,6	4,4	4,2
Ventes au détail	6,8	6,9	5,3	5,1
Mises en chantier (unités)	25 704	33 396	34 900	32 000
Indice des prix à la consommation	2,4	1,1	1,1	1,7

Robert Hogue
Économiste principal

Production de potasse en Saskatchewan

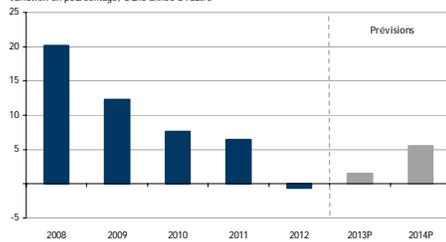
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Saskatchewan Industry and Resources, Recherche économique RBC

PIB réel - secteur de la construction de la Saskatchewan

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	4,9	2,4	2,9	3,7
Emploi	0,3	2,1	3,2	1,6
Taux de chômage (%)	5,0	4,7	4,2	4,1
Ventes au détail	7,5	7,6	2,2	5,4
Mises en chantier (unités)	7 031	9 968	7 900	6 900
Indice des prix à la consommation	2,8	1,6	1,6	2,5

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

La reprise minière relancera la croissance

Depuis toujours, l'économie de la Saskatchewan est secouée par les fluctuations de la production agricole, même si, depuis quelques années, le secteur minier ajoute aussi à cette volatilité. C'est ce qui est arrivé en 2012, alors que des signes d'essoufflement grandissants dans la production de potasse ont entraîné une réduction constante des prévisions du taux de croissance provincial jusqu'à notre estimation actuelle de 2,4 %. Ce fléchissement a été provoqué en partie par une diminution des achats pendant la période de négociation de contrats d'achat de potasse pluriannuels avec d'importants acheteurs souverains en 2012. Ces accords ayant été conclus à la fin de l'année dernière et au début de cette année, la demande provenant d'outre-mer a recommencé à croître. En outre, nous nous attendons à ce que le secteur agricole américain augmente considérablement son recours aux engrais, et donc sa demande de potasse, pour aider à stimuler la production après les récoltes minées par la sécheresse l'an dernier. Les données sur la production de potasse au premier trimestre augurent d'une hausse de presque 30 % par rapport aux niveaux de l'an dernier. La reprise devrait faire croître la production minière de 4,5 % cette année et de 5 % l'an prochain après une hausse de seulement 1 % en 2012.

Croissance stable dans le secteur agricole

On avait craint que la production agricole souffre d'inondations printanières étant donné les chutes de neige importantes enregistrées pendant l'hiver, mais des températures favorables au printemps ont permis une fonte graduelle. À la fin mai, le gouvernement de la Saskatchewan a indiqué que 67 % des cultures de 2013 avaient été semées, ce qui n'est que légèrement inférieur à la moyenne quinquennale pour cette période de l'année qui est de 70 %. Si les conditions de culture restent normales d'ici l'automne, le secteur agricole enregistrera selon nous une croissance relativement stable de 3 % cette année et l'an prochain.

La construction se raffermira pendant la période visée

La première estimation de la croissance du PIB réel en 2012 dans le secteur de la construction a été étonnamment faible en Saskatchewan, le rythme de l'activité diminuant de presque un point de pourcentage. Même si la construction résidentielle et non résidentielle a été robuste, cela a été compensé par la faiblesse des travaux de génie, particulièrement dans le secteur pétrolier et gazier. Le sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement en 2013 n'est guère encourageant pour l'avenir puisqu'il annonce une baisse des dépenses de 2 %. De fait, la construction résidentielle devrait fléchir, passant du niveau surestimé de 10 000 unités mises en chantier en 2012 à 7 900 cette année et à 6 900 l'an prochain. Cependant, nos prévisions tablent sur l'effet compensatoire d'une vigueur plus grande dans la construction non résidentielle, les fabricants réagissant aux prix encore élevés de diverses ressources naturelles. Par exemple, le secteur profitera d'investissements continus dans la mine de potasse Legacy, et pourrait être stimulé par la mine de potasse Jansen, qui est encore plus grande, si celle-ci obtient le feu vert. Au final, nous anticipons une augmentation relativement modeste des dépenses dans le secteur de la construction cette année à 1,5 %. En 2014, le secteur de la construction devrait enregistrer une croissance plus élevée, de 5,5 %, grâce à une faiblesse moindre dans la construction résidentielle et à une vigueur accrue dans la construction non résidentielle.

Poursuite de la reprise en 2014

Le raffermissement de la production minière est un facteur important qui contribuera à hisser la croissance du PIB global à 2,9 % cette année. Nous croyons qu'une poursuite du raffermissement dans ce secteur, de même qu'une reprise de l'activité dans le secteur de la construction l'an prochain, contribueront à hisser la croissance du PIB réel à 3,7 % en 2014.

Maintien de la vitesse de croisière

La croissance économique du Manitoba cette année devrait égaler la hausse de 2,7 % en 2012, bien qu'en raison de facteurs différents. La progression l'an passé a découlé en grande partie d'une reprise de la production agricole et d'une autre année de croissance minière à deux chiffres. Cette année, nous prévoyons un ralentissement de ces deux secteurs, mais une croissance accrue des services publics et du secteur manufacturier offrant une compensation parfaite. Nous prévoyons également que la reprise des services publics et du secteur manufacturier se poursuivra en 2014, ce qui, de concert avec les gains continus dans la construction, se soldera par une croissance de 2,6 % l'an prochain.

Le soutien offert par les secteurs agricole et minier diminuera...

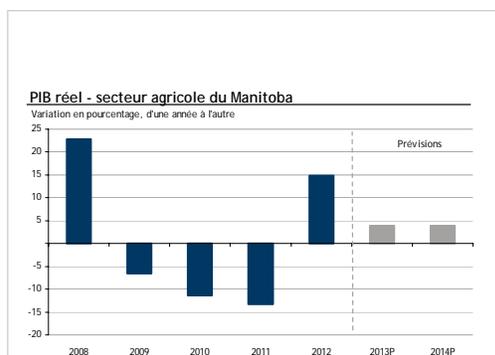
Certaines craintes initiales d'inondations s'étant estompées à la faveur de températures printanières clémentes, 94 % des champs de la province avaient été ensemencés au début de juin. Si le bulletin météorologique demeure favorable, le secteur agricole devrait connaître une nouvelle année de croissance, bien qu'à un rythme plus lent de 4 % par rapport à presque 15 % en 2012. Pour ce qui est du secteur minier, nous prévoyons qu'il profitera du raffermissement de la production de métaux communs et précieux cette année. Toutefois, ces gains seront vraisemblablement atténués par une diminution de la production de pétrole et de gaz. Par conséquent, la croissance globale prévue pour le secteur minier en 2013, bien que robuste à 6 %, sera inférieure de moitié environ au taux de l'an dernier. Le ralentissement prévu dans les secteurs agricole et minier devrait se poursuivre en 2014.

...mais le secteur manufacturier et les services publics prendront le relais

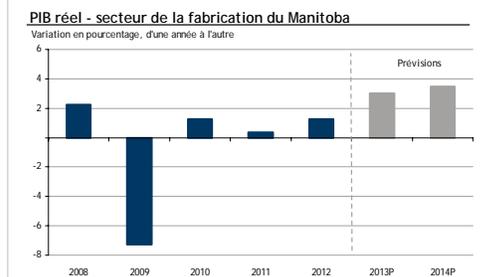
Nous nous attendons à ce que les principaux moteurs de la croissance cette année au Manitoba soient les services publics et le secteur manufacturier. Le rythme de l'activité manufacturière a déçu ces deux dernières années, n'atteignant en moyenne que 1 % environ. Cependant, nous prévoyons qu'un raffermissement de l'économie américaine stimulera la demande pour les biens fabriqués au Manitoba pendant la période envisagée, menant à une croissance de la production manufacturière de 3 % cette année et de 3,5 % en 2014. Par exemple, l'amélioration de la situation financière des gouvernements des municipalités et des États américains devrait les inciter à hausser leurs commandes pour les autobus fabriqués au Manitoba afin d'améliorer les systèmes de transport en commun. En ce qui concerne la production des services publics, elle s'est révélée très faible en 2012, se repliant de 5 %. Cependant, les toutes premières données pour 2013 laissent voir une tendance haussière qui devrait selon nous se poursuivre pendant la période envisagée, donnant lieu à des hausses de 2 % cette année et de plus de 4 % l'an prochain.

La construction appuiera la croissance en 2014

Les dépenses de construction devraient être un important pilier de la croissance pendant la période, et ce, malgré un certain ralentissement dans la construction résidentielle. En 2012, les mises en chantier ont bondi à 7 200 unités, un gain de 18 % allant de pair avec les indications d'un accroissement important de la population dans la province. Il se peut aussi que les ménages, préoccupés par une éventuelle hausse des taux hypothécaires et un resserrement des normes des prêts hypothécaires, aient devancé leurs décisions. Vu les indications d'un certain ralentissement de l'accroissement de la population, une baisse des mises en chantier est prévue à 6 700 unités cette année et à 5 700 l'an prochain. Plusieurs projets de construction non résidentielle en cours, notamment dans la région de Winnipeg, compensent cette tendance baissière. On retrouve parmi ceux-ci le complexe hôtelier et commercial de l'avenue Portage, de nouveaux immeubles locatifs ou en copropriété sur l'avenue Assiniboine et l'expansion du Winnipeg Convention Center. Les gains dans la construction non résidentielle devraient appuyer une solide hausse de la production du secteur de la construction de 5,5 % cette année et de 6 % en 2014.



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	2,0	2,7	2,7	2,6
Emploi	0,8	0,9	1,1	1,4
Taux de chômage (%)	5,4	5,3	5,0	4,6
Ventes au détail	4,5	1,6	2,6	4,3
Mises en chantier (unités)	6 083	7 242	6 700	5 700
Indice des prix à la consommation	2,9	1,6	1,9	2,0

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Emploi en Ontario

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Logements en construction en Ontario

Milliers d'unités



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	1,8	1,5	1,7	2,8
Emploi	1,8	0,8	1,3	1,4
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,5	7,1
Ventes au détail	3,6	1,6	2,4	4,0
Mises en chantier (unités)	67 821	76 742	56 900	57 000
Indice des prix à la consommation	3,1	1,4	1,5	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

Redémarrage du moteur de la croissance

Après avoir calé dans la deuxième moitié de 2012, le moteur de la croissance économique ontarienne a redémarré au début de 2013 et devrait selon nous s'accélérer d'ici la fin de l'année. Ce dynamisme découle en partie d'une amélioration des résultats de la province en matière de commerce extérieur. Au début de 2013, le dynamisme a aussi été alimenté par la vigueur continue de la construction résidentielle, même si cette source de croissance devrait selon nous diminuer plus tard cette année. Les dépenses de consommation devraient cependant prendre le relais, car des gains d'emplois impressionnants ces derniers mois laissent deviner que les ménages ontariens seront plus enclins à dépenser cette année. Le PIB réel augmentera selon nous de 1,7 % en 2013 et de 2,8 % en 2014, par rapport à 1,5 % en 2012.

Les récents gains d'emplois devraient dissiper le nuage d'incertitude

Compte tenu de la lenteur de l'activité au deuxième semestre de l'an dernier — le ministre ontarien des Finances juge que le PIB réel n'aurait progressé que de 0,2 % (rythme annualisé) durant cette période — le nuage d'incertitude au-dessus des perspectives de la province pourrait mettre un certain temps à se dissiper. Les solides gains d'emplois des derniers mois, surtout la hausse impressionnante de 51 000 en mai, devraient toutefois participer à convaincre les sceptiques que le moteur économique ontarien a redémarré au début de 2013. Depuis le début de l'année, la croissance annuelle de l'emploi dans la province (2,0 %) correspond à plus du double du gain de 0,8 % enregistré en 2012 et au double du taux de 1,0 % enregistré de 2011.

Le commerce extérieur montre des signes encourageants

Même si les emplois créés jusqu'à maintenant cette année ont surtout été observés dans des secteurs axés sur l'économie intérieure (notamment la construction, le commerce de détail, les soins de santé, l'hébergement et les services de restauration), nous constatons que les indicateurs du commerce extérieur ont aussi montré des signes encourageants. Au cours des quatre premiers mois de l'année, les exportations de biens ont augmenté de 0,5 % par rapport à l'an dernier, alors que les importations ont subi un léger recul de 0,1 %. Le déficit commercial de l'Ontario a donc un peu diminué, rompant avec la tendance à la détérioration en place depuis dix ans et atténuant son effet de frein sur la croissance économique. Les exportations ont augmenté en dépit d'une certaine fatigue momentanée dans le principal groupe d'exportations de l'Ontario — véhicules et pièces automobiles — qui a enregistré l'an dernier une hausse considérable de 17 %. Étant donné la reprise vigoureuse des ventes d'automobiles en cours aux États-Unis, une nouvelle hausse des exportations dans le secteur de l'automobile est selon nous envisageable. De façon plus générale, compte tenu de l'évidence grandissante d'un raffermissement de l'économie américaine, nous prévoyons que la demande américaine pour les biens et services de l'Ontario s'améliorera au cours de la prochaine période, bien que de façon plus évidente dans la deuxième moitié de 2013 et en 2014.

La construction résidentielle reste robuste, mais pas pour très longtemps

Malgré un apaisement notable du marché du logement en Ontario au cours de la dernière année, la construction résidentielle est restée assez robuste au début de 2013. Les maisons (ou, plus précisément, les copropriétés) en construction sont restées près des sommets des 30 dernières années dans la province et les investissements résidentiels ont continué d'alimenter la croissance au premier trimestre. Néanmoins, nous prévoyons que la baisse des ventes de maisons, le brusque recul des mises en chantier et l'achèvement des unités en construction refroidiront l'activité dans le secteur de la construction résidentielle plus tard cette année. Ce ralentissement prévu laissera un vide dans les comptes économiques de la province, mais celui-ci sera plus que comblé, selon nous, par les investissements encore robustes dans les structures non résidentielles (et les infrastructures). Il est également possible que les consommateurs ontariens haussent leurs dépenses en biens et services étant donné les récents gains d'emplois.

Sur la voie d'une amélioration modeste

Les conditions économiques sont demeurées contrastées au Québec au début de 2013 ; toutefois, nous constatons que les signes encourageants apparus à la fin de l'an dernier s'accroissent, ce qui ouvre la voie à une reprise de la croissance économique globale cette année. Malgré cela, l'amélioration prévue sera modeste. Nous prévoyons que le PIB réel du Québec s'accroîtra de 1,0 % en 2012 à seulement 1,4 % en 2013, ce qui est loin d'être un changement majeur. Les moteurs de cette amélioration seront un raffermissement du commerce extérieur et une hausse des dépenses de consommation, deux domaines faibles l'an dernier. La reprise de la croissance sera toutefois limitée, entre autres, par un recul des investissements résidentiels. L'économie de la province devrait gagner de la vitesse en 2014 et le PIB réel devrait croître de 2,0 %.

Renforcement de l'activité au premier trimestre de 2013

La performance économique du Québec a causé plusieurs déceptions en 2012. En avril dernier, Statistique Canada a confirmé la faiblesse de 2012 en annonçant une hausse de seulement 1,0 % du PIB réel en 2012 selon son estimation initiale, le résultat le plus faible du Québec dans un contexte non récessionniste depuis 1989. Néanmoins, comme nous l'indiquions dans le numéro de mars de *Perspectives provinciales*, des signes ont montré que certains secteurs de l'économie provinciale ont commencé à se redresser à la fin de 2012. De fait, d'après les estimations mensuelles des PIB sectoriels de l'*Institut de la statistique du Québec* (ISQ), nous estimons que l'activité s'est raffermie au premier trimestre de 2013 jusqu'à un taux de croissance trimestriel (annualisé) de 2,5 %, ce qui constituerait le rythme le plus rapide depuis deux ans.

Évolution positive du commerce extérieur

Nous sommes rassurés par les gains sensibles enregistrés par plusieurs secteurs manufacturiers depuis le quatrième trimestre de 2012, dont les métaux de première transformation, l'équipement de transport, le papier, les produits chimiques, la machinerie et l'équipement, les produits de plastique et les meubles. Cette croissance a surtout favorisé les marchés d'exportation. Les statistiques sur les exportations au premier trimestre de 2013 ont attesté de gains importants pour plusieurs des principaux produits d'exportation du Québec, dont l'aluminium, les avions, le minerai de fer, les produits chimiques, la pâte de bois, le papier journal et le bois d'œuvre résineux. En dépit du recul de certains produits comme l'électricité, de récents événements liés au commerce extérieur corroborent dans l'ensemble notre opinion selon laquelle les exportations nettes du Québec stimuleront la croissance en 2013.

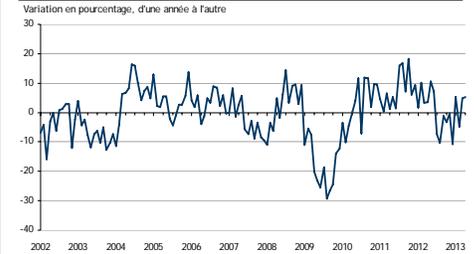
Progression continue du commerce de détail

Les estimations mensuelles du PIB publiées par l'ISQ montrent aussi que le commerce de détail a poursuivi son expansion dans la province pour un troisième trimestre d'affilée au premier trimestre de 2013 après un repli important dans la première moitié de 2012. Ce plus récent gain est pour nous une preuve supplémentaire que les dépenses de consommation augmentent dans la province et contribueront à la croissance en 2013.

Un ralentissement dans la construction limitera la croissance

D'autres secteurs de l'économie québécoise sont aux prises avec des problèmes persistants. C'est le cas du secteur de la construction résidentielle, qui doit maintenant composer avec les effets d'un ralentissement de l'activité sur le marché immobilier depuis le printemps de 2012. Les mises en chantier ont fléchi de plus de 15 % depuis l'automne dernier au Québec. Nous prévoyons qu'elles se stabiliseront aux faibles niveaux récents et qu'elles s'élèveront à seulement 38 800 unités en 2013, contre 47 400 unités en 2012. Par conséquent, nous prévoyons une baisse des investissements résidentiels cette année.

Exportations de marchandises du Québec



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Reventes de logement au Québec



Source : L'Association canadienne de l'immobilier, Recherche économique RBC

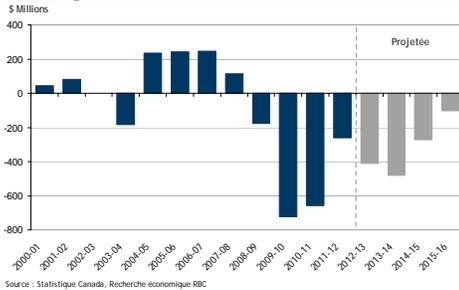
Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	1,9	1,0	1,4	2,0
Emploi	1,0	0,8	1,5	1,1
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,6	7,4
Ventes au détail	3,0	1,1	2,7	3,4
Mises en chantier (unités)	48 387	47 367	38 800	38 000
Indice des prix à la consommation	3,0	2,1	1,5	1,9

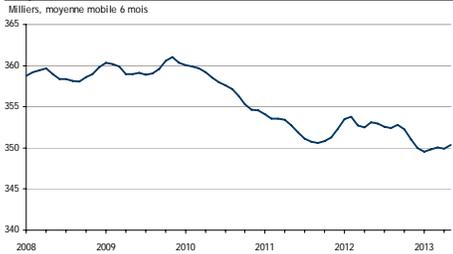
Robert Hogue
Économiste principal

Solde budgétaire du Nouveau Brunswick



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Emploi au Nouveau Brunswick



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	0,0	-0,6	0,8	1,5
Emploi	-1,1	-0,2	0,2	1,0
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	10,4	10,0
Ventes au détail	4,8	-0,7	1,2	3,1
Mises en chantier (unités)	3 452	3 299	2 900	3 000
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	1,5	2,0

Laura Cooper
Économiste

Une reprise à l'horizon ?

L'économie du Nouveau-Brunswick reste plombée par une croissance anémique après un net recul de l'activité économique de -0,6 % en 2012, selon les estimations préliminaires. La forte baisse des secteurs producteurs de biens l'an dernier s'est accompagnée d'une stagnation du marché de l'emploi et d'une hésitation des ménages à délier les cordons de leur bourse, les ventes au détail (nominales) annuelles diminuant pour la première fois en près de 20 ans. Fait encourageant, depuis le début de l'année, des signes d'une amélioration fort attendue, mais modeste, sont apparus sous l'influence notamment de la reprise du secteur américain du logement qui donne un nouveau souffle aux exportations provinciales de bois d'œuvre. Cela dit, les gains économiques globaux seront probablement modestes, car des obstacles devraient continuer d'entraver l'économie intérieure. Nous prévoyons une faible croissance du PIB réel de 0,8 % en 2013.

Les perspectives d'emploi devraient s'améliorer... légèrement

Après un marasme qui a duré trois ans, nous croyons que le marché du travail du Nouveau-Brunswick s'est maintenant stabilisé et qu'il devrait désormais enregistrer de modestes gains. Nous sommes encouragés par le fait que la moyenne de l'emploi sur six mois, qui atténue les fluctuations considérables d'un mois sur l'autre, progresse de façon assez stable (bien que lente) depuis le début de l'année. Nous prévoyons qu'une reprise de l'activité dans les secteurs d'exportation de la province stimulera les perspectives d'emploi. Une amélioration de la situation de l'emploi devrait avoir des effets positifs sur les dépenses de consommation, stimulant le revenu (brut) des ménages et aidant à restaurer la confiance des consommateurs. Cependant, l'ampleur de toute reprise des dépenses des ménages devrait être atténuée par la hausse des taux d'imposition des particuliers annoncée dans le budget provincial 2013 et entrant en vigueur en juillet.

Les exportations prennent le haut du pavé

Le raffermissement d'importants marchés de marchandises et la hausse de la demande américaine jettent les bases d'une amélioration du volet extérieur de l'économie cette année après une légère décélération des exportations en 2012. Comme la construction résidentielle américaine est fermement ancrée dans une tendance haussière, les exportations provinciales de bois d'œuvre ont été stimulées au premier trimestre, grimpant de 25 %. En outre, la demande robuste du Brésil participe à une poussée des exportations de potasse. Cependant, une brève pause est prévue dans le secteur minier jusqu'à la fin de l'année, mais celle-ci a été précédée par une hausse marquée des exportations de biens industriels avant la fermeture de la mine Brunswick de Xstrata en avril.

Obstacles persistants

Malgré l'amélioration de la situation économique, la province reste aux prises avec de nombreux obstacles. Le Nouveau-Brunswick demeure plombé par une diminution des dépenses d'investissement, la construction non résidentielle ayant plongé de près de 20 % l'an dernier et subi un autre recul au début de 2013. À court terme, l'économie intérieure devra aussi absorber des hausses d'impôt annoncées dans le budget provincial 2013 (tant pour les particuliers que pour les entreprises). Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a révélé dans le budget que la croissance plus faible que prévu de l'économie a entravé ses efforts pour atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 2014-2015, comme il l'avait prévu. Néanmoins, il reste engagé à éliminer son déficit et, par conséquent, a pris certaines mesures pour stimuler les revenus au moyen de hausses d'impôt.

Un pipeline est-ouest vecteur d'occasions à moyen terme ?

Comme les grands projets d'investissement sont rares, la réponse des expéditeurs à la sollicitation par TransCanada d'engagements pour le pipeline est-ouest recèle un grand potentiel pour la province loyaliste, car elle pourrait représenter un tremplin fort nécessaire pour la croissance.

Ce n'est qu'un début...

La Nouvelle-Écosse n'a su afficher une reprise économique significative en 2012, la croissance estimée de la production industrielle provinciale restant essentiellement stable à 0,2 %, le rythme le plus bas depuis 2009. Un recul du secteur de l'énergie et une baisse de la production de produits forestiers conjugués à une faible performance provinciale ont freiné la croissance économique, cette dernière tendance baissière persistant en 2013. L'accalmie de l'activité économique globale devrait cependant être temporaire, car l'amélioration de la performance dans les secteurs d'exportation, menée par le démarrage fort attendu du projet Deep Panuke, devrait permettre à la province d'atteindre un rythme de croissance plus élevé en 2013 et aider à compenser une économie intérieure qui s'annonce assez calme.

Les exportations propulsées par le projet Deep Panuke

Après avoir tiré de l'arrière sur le reste du pays en 2012, les exportations provinciales ont rebondi de belle façon dans les trois premiers mois de l'année. La reprise de la production à la papetière de Port Hawkesbury a contribué à une flambée des exportations de produits de papier alors qu'un raffermissement du marché du logement au sud de la frontière a participé à stimuler la demande pour les exportations de bois d'œuvre de la province. Les gains positifs des exportations depuis le début de l'année devraient aider à atténuer les craintes d'un ralentissement prolongé dans la province alors que les pressions sur les secteurs d'exportation continuent de se dissiper, particulièrement parce qu'on s'attend à ce que le démarrage fort attendu du projet de gaz naturel Deep Panuke au milieu de 2013 propulse les exportations. Comme le projet Deep Panuke devrait atteindre la pleine capacité de production quelques mois après son démarrage, il aidera vraisemblablement à compenser les reculs liés à la maturation du gisement de gaz naturel de l'île de Sable, qui ont contribué à faire baisser les exportations de gaz naturel bien en deçà des niveaux d'il y a un an au cours des premiers mois de l'année.

Faiblesse provinciale persistante

Les indicateurs de la performance économique provinciale, par contre, suggèrent jusqu'à maintenant cette année que le ralentissement de la fin de 2012 s'est poursuivi en 2013. Le modeste rebond du niveau global de l'emploi ce printemps semble provisoire, car la forte progression de l'emploi dans le secteur du travail autonome et le secteur public masque une tendance baissière dans le secteur privé. Même s'il est prévu que l'emploi bénéficiera de la diminution des obstacles dans le secteur du commerce, la croissance de l'emploi restera vraisemblablement faible, gardant le taux de chômage global à un niveau relativement stable de 9,1 %. Les perspectives atones du marché du travail ont probablement miné les dépenses de consommation en début d'année, les ventes au détail peinant à gagner du terrain sous l'influence de reculs marqués des ventes de véhicules automobiles sur un an.

Énergie, liens de transmission et construction navale... rien que ça !

Malgré un lent départ en 2013, le dynamisme économique devrait s'accroître au cours de l'année et le démarrage du projet Deep Panuke dans la deuxième moitié de l'année devrait donner un solide élan à l'activité économique. La reconnaissance sismique de sites en eau profonde par Shell pour sa soumission d'exploration extracôtière, le plus grand programme du genre de l'histoire de la province, ainsi que la préparation de British Petroleum pour ses propres tests sismiques qui commenceront au début de 2014 améliorent encore davantage les perspectives du secteur énergétique de la province. À moyen terme, les perspectives économiques de la province seront également soutenues par la possible concrétisation d'un lien de transmission maritime (Maritime Link) et par de récentes indications de progrès dans le contrat d'approvisionnement pour la construction navale, un contrat de planification et d'ingénierie de 30 mois d'une valeur de 288 millions de dollars ayant été signé.

Exportations de marchandises de la Nouvelle-Écosse

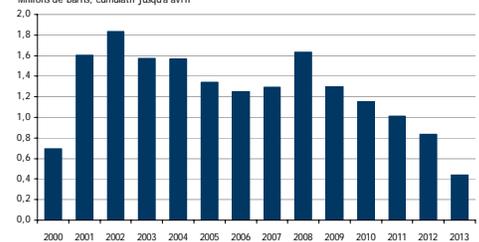
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Production extraterritoriale de pétrole brut en Nouvelle-Écosse

Millions de barils, cumulatif jusqu'à avril



Source : Office Canada - Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers, Recherche économique RBC

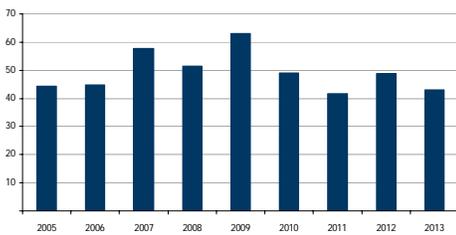
Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	0,5	0,2	1,7	2,1
Emploi	0,1	0,6	0,3	1,1
Taux de chômage (%)	8,8	9,0	9,1	8,7
Ventes au détail	3,6	1,0	0,8	3,5
Mises en chantier (unités)	4 644	4 522	4 000	3 800
Indice des prix à la consommation	3,8	1,9	1,9	2,1

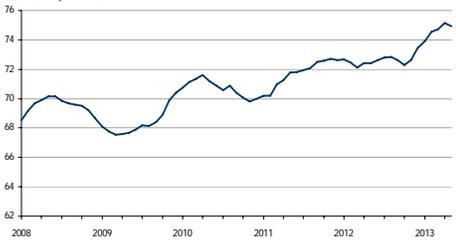
Laura Cooper
Économiste

Exportations de produits de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard
\$ Millions, premier trimestre de l'année



* Comprend les produits congelés et préparés sans vinaigre.
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Emploi à l'Île-du-Prince-Édouard
Milliers, moyenne mobile 3 mois



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	1,6	1,2	1,7	1,8
Emploi	1,9	1,1	2,4	1,0
Taux de chômage (%)	11,4	11,3	11,6	11,0
Ventes au détail	5,4	3,2	0,2	3,5
Mises en chantier (unités)	940	941	700	700
Indice des prix à la consommation	2,9	2,0	1,7	2,1

Laura Cooper
Économiste

Encore du vent dans les voiles

L'Île-du-Prince-Édouard a enregistré les gains d'exportation les plus élevés au pays en 2012, mais le dynamisme de son commerce extérieur a ensuite diminué au cours des premiers mois de 2013. Selon des données préliminaires, toutefois, cette pause ne s'est pas étendue à l'ensemble de l'économie, les marchés du travail de la province continuant d'afficher de solides gains sur un an. Cela dit, étant donné l'intensification des défis démographiques et la forte diminution prévue des dépenses publiques, on s'attend à ce que la croissance intérieure plus molle de la province soit soutenue par une accélération du commerce extérieur d'ici la fin de l'année et que la croissance du PIB réel comble en grande partie l'écart précédent avec la moyenne nationale en 2013.

En perte de vitesse pour le moment, les exportations devraient s'accélérer de nouveau

Tandis que les secteurs d'exportation émergents gagnaient de la vitesse, un ralentissement dans le secteur traditionnel des pommes de terre a modéré les exportations globales au début de l'année. Les ventes de produits aérospatiaux à l'étranger ont continué de défier les lois de la gravité en se hissant à de nouveaux sommets en 2012 et les homards de la province ont semblé satisfaire les goûts des étrangers, les exportations ayant nettement augmenté depuis le début de l'année. Les pressions sur les prix des pommes de terre ont toutefois limité les exportations nominales de ce produit, le plus recherché de la province, du fait de l'incidence persistante des récoltes exceptionnelles au sud de la frontière l'an dernier. Cette morosité extérieure devrait toutefois être de courte durée, car une reprise de la demande pour les frites devrait stimuler le principal produit d'exportation de la province et soutenir de nouveaux gains pour l'île.

Gains d'emploi impressionnants

Le taux d'emploi a fini 2012 en force et a poursuivi son impressionnante progression au cours des premiers mois de l'année, atteignant un sommet record ce printemps avant de ralentir par la suite. La forte performance globale peut être en grande partie attribuée à une hausse considérable de l'embauche dans les secteurs du commerce de gros et de détail après deux années consécutives de reculs annuels. L'amélioration des perspectives d'emploi a incité les insulaires à réintégrer la population active, mais à un rythme supérieur à la croissance globale de l'emploi, ce qui a donné lieu à une hausse du taux de chômage depuis le début de l'année. D'autres indicateurs de l'activité économique (comme les ventes au détail et la construction de nouveaux logements) ont toutefois commencé à fléchir dans les premiers mois de l'année et la résilience de l'économie intérieure subira probablement des pressions accrues, particulièrement lorsque la province s'attaquera à ses défis budgétaires.

Certaines turbulences en vue

La performance économique de l'Île-du-Prince-Édouard connaîtra certaines turbulences cette année, surtout dans le secteur public. Le plan d'investissement du gouvernement provincial publié en novembre 2012 prévoyait une baisse de près de 30 % des dépenses d'investissement prévues au cours de l'exercice actuel, toutefois, le budget provincial 2013 a proposé une compression plus grande encore des dépenses des programmes même si la province a repoussé d'un an son retour à l'équilibre budgétaire. Même si le récent passage à une structure de taxe de vente sur la valeur ajoutée plus efficace du point de vue économique devrait stimuler les investissements des entreprises dans la province à moyen terme, nous anticipons certaines pressions à la baisse sur les dépenses de consommation compte tenu de l'entrée en vigueur de la TVH le 1^{er} avril 2013, particulièrement pour les biens auparavant exemptés de la partie provinciale de la taxe harmonisée (électricité, vêtements pour adultes, nouvelles maisons). L'accroissement de la population a radicalement ralenti au premier trimestre de 2013 après avoir enregistré l'an dernier le taux de croissance annuel le plus bas depuis 2007. La baisse du nombre de migrants internationaux conjuguée au vieillissement de la population pourrait désormais exercer des pressions sur une économie intérieure restée relativement résiliente.

Du dernier au premier rang

La croissance économique à Terre-Neuve-et-Labrador devrait connaître un fort rebond cette année après avoir été fortement plombée en 2012 par d'importants reculs dans le secteur de l'énergie. En raison principalement de la robustesse relative des dépenses d'investissement, nous avons prévu un léger gain pour la province l'an dernier, mais l'ampleur du ralentissement a été plus importante que ce que nous avons prévu et l'estimation préliminaire du PIB réel annonce une forte contraction de -4,9 %. Un rebond du principal moteur de la croissance provinciale - le pétrole et le gaz - ainsi qu'un raffermissement des conditions du marché pour le secteur minier devraient propulser la province au sommet du classement des taux de croissance provinciaux en 2013, malgré de récentes données indiquant que l'économie intérieure a connu un passage à vide ce printemps.

De retour dans la course

Même si la production de pétrole brut durant les premiers mois de l'année est restée inférieure à ce qu'elle était à la même période en 2012, le retour au plein potentiel des champs pétrolifères extracôtiers de la province donnera un élan ponctuel considérable à la croissance cette année. Le redressement majeur de la production effacera vraisemblablement les pertes notables subies dans la deuxième moitié de 2012 alors que la production pétrolière annuelle plongeait à son niveau le plus bas depuis 2001. La reprise vigoureuse de l'activité devrait être appuyée par l'enthousiasme soutenu des producteurs de pétrole et de gaz à l'égard des dépenses d'investissement, une hausse de près de 83 % de leurs dépenses en immobilisations étant prévue par rapport à un bond de 77 % en 2012. La construction de la plateforme pétrolière Hebron devrait s'accélérer en 2013, le projet étant un important facteur des dépenses d'investissement records dans la province.

Décélération de l'emploi en début d'année

En ce qui concerne l'économie intérieure, le début d'année a été marqué par des pertes d'emplois après des embauches massives dans la deuxième moitié de 2012. Malgré cette récente faiblesse, un rebond prévu des embauches dans le secteur privé d'ici la fin de l'année devrait compenser les pertes d'emplois dans le secteur public, où des ajustements d'effectifs par le gouvernement provincial entraîneront probablement un recul. Le dynamisme renouvelé de l'emploi dans la province devrait suffire à exercer des pressions à la baisse continues sur le taux de chômage et encourager les ménages à accroître leurs achats de biens et de services. Le fléchissement de la demande de logements devrait toutefois persister, car les mises en chantier suivent une tendance résolument baissière depuis leur sommet atteint au printemps dernier.

Amélioration timide dans le secteur minier

Le redressement robuste de l'économie en 2013 devrait aussi s'appuyer sur une accélération de l'activité minière, même s'il s'agit d'une amélioration timide, tributaire en partie d'un rebond des prix pour les livraisons provinciales de minerais. Après un recul estimé à 16 % l'an dernier, la valeur brute des livraisons de minerais devrait croître de 28 % en 2013 grâce principalement à une vigueur renouvelée des livraisons de minerai de fer et de nickel. Le rebond ne s'est toutefois pas encore répercuté sur les exportations, la baisse des prix du minerai de fer et du cuivre ayant contribué à une chute marquée des exportations nominales jusqu'ici cette année. Néanmoins, la hausse de la demande de marchandises devrait aider à renverser certains des reculs du début de l'année et l'augmentation de la capacité des projets de minerai de fer de la province devrait contribuer à une forte reprise de l'activité de production d'ici la fin de l'année.

Emploi à Terre-Neuve-et-Labrador

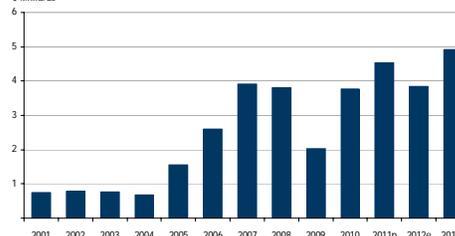
Milliers, moyenne mobile 3 mois



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Expéditions minérales de Terre-Neuve-et-Labrador

\$ Milliards



* 2011p : préliminaire, 2012e : estimer, 2013p : prévision by the Newfoundland and Labrador Department of Natural Resources, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	3,0	-4,5	6,0	1,3
Emploi	2,7	2,3	1,9	1,5
Taux de chômage (%)	12,7	12,5	11,8	11,5
Ventes au détail	5,3	4,6	3,8	4,3
Mises en chantier (unités)	3 488	3 885	3 000	3 200
Indice des prix à la consommation	3,4	2,1	1,9	2,1

Laura Cooper
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail			
	11	12P	13P	14P	11	12	13P	14P	11	12	13P	14P	11	12	13P	14P	11	12	13P	14P
T.-N. & L.	3,0	-4,5	6,0	1,3	2,7	2,3	1,9	1,5	12,7	12,5	11,8	11,5	3,5	3,9	3,0	3,2	5,3	4,6	3,8	4,3
Î.-P.-É.	1,6	1,2	1,7	1,8	1,9	1,1	2,4	1,0	11,4	11,3	11,6	11,0	0,9	0,9	0,7	0,7	5,4	3,2	0,2	3,5
N.-É.	0,5	0,2	1,7	2,1	0,1	0,6	0,3	1,1	8,8	9,0	9,1	8,7	4,6	4,5	4,0	3,8	3,6	1,0	0,8	3,5
N.-B.	0,0	-0,6	0,8	1,5	-1,1	-0,2	0,2	1,0	9,5	10,2	10,4	10,0	3,5	3,3	2,9	3,0	4,8	-0,7	1,2	3,1
QUÉ.	1,9	1,0	1,4	2,0	1,0	0,8	1,5	1,1	7,8	7,8	7,6	7,4	48,4	47,4	38,8	38,0	3,0	1,1	2,7	3,4
ONT.	1,8	1,5	1,7	2,8	1,8	0,8	1,3	1,4	7,8	7,8	7,5	7,1	67,8	76,7	56,9	57,0	3,6	1,6	2,4	4,0
MAN.	2,0	2,7	2,7	2,6	0,8	0,9	1,1	1,4	5,4	5,3	5,0	4,6	6,1	7,2	6,7	5,7	4,5	1,6	2,6	4,3
SASK.	4,9	2,4	2,9	3,7	0,3	2,1	3,2	1,6	5,0	4,7	4,2	4,1	7,0	10,0	7,9	6,9	7,5	7,6	2,2	5,4
ALB.	5,1	3,8	3,0	4,2	3,8	2,6	2,3	2,2	5,5	4,6	4,4	4,2	25,7	33,4	34,9	32,0	6,8	6,9	5,3	5,1
C.-B.	2,8	1,8	1,6	2,7	0,8	1,7	0,4	1,5	7,5	6,7	6,4	6,3	26,4	27,5	24,5	23,5	3,2	1,9	2,1	4,0
CANADA	2,5	1,7	1,9	2,9	1,6	1,2	1,3	1,4	7,4	7,2	7,0	6,7	194	215	180	174	4,1	2,5	2,8	4,0

Tableau comparatif

2012, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	513	146	949	756	8 055	13 506	1 267	1 080	3 874	4 623
Produit intérieur brut (milliards \$) (2011)	33,6	5,4	37,0	32,2	345,8	654,6	55,9	74,7	295,3	217,7
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,6	4,9	35,5	28,7	326,0	614,5	54,8	58,9	285,2	210,0
Part des provinces dans le PIB canadien (%) (2011)	1,9	0,3	2,1	1,8	19,6	37,2	3,2	4,2	16,8	12,4
Croissance PIB réel (TAC, 2007-12, %)	-1,5	1,3	1,0	0,6	1,3	0,5	2,2	2,5	2,0	1,3
PIB réel par habitant (\$ 2007)	53 858	33 774	37 414	38 030	40 479	45 499	43 277	54 555	73 613	45 424
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2007-12, %)	-1,7	0,2	0,7	0,3	0,3	-0,5	1,0	1,0	0,0	-0,1
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	28 181	23 879	26 256	26 277	25 646	28 660	26 201	31 223	37 894	28 375
Croissance de l'emploi (TAC, 2007-12, %)	1,3	1,2	0,3	-0,3	0,8	0,7	1,0	1,3	1,5	0,8
Taux d'emploi (mai 2013 %)	54,4	61,7	58,4	56,7	60,5	61,7	64,9	67,1	69,7	60,1
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avr. 2013)	13,0	13,4	9,6	10,7	8,2	8,1	7,6	5,0	5,7	5,6
Production manufacturière (% du PIB)	4,7	8,9	7,8	11,0	13,7	12,9	10,0	7,0	7,5	6,8
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB) (2011)	41,0	69,8	69,7	60,9	58,2	56,6	58,2	40,5	40,5	62,2
Exportations (% du PIB) (2011)	39,9	18,5	20,9	47,4	25,7	32,8	28,0	44,0	33,1	22,7

Tableaux

Colombie-Britannique

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	196 997	199 228	194 334	200 550	206 180	209 974	213 228	219 071
	évolution (%)		1,1	-2,5	3,2	2,8	1,8	1,6	2,7
Nombre d'emplois	en milliers	2 223	2 266	2 218	2 257	2 275	2 313	2 322	2 358
	évolution (%)	3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,7	0,4	1,5
Taux de chômage	(%)	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	6,7	6,4	6,3
Ventes au détail	en millions de dollars	57 110	58 010	55 585	58 549	60 405	61 565	62 861	65 376
	évolution (%)	7,2	1,6	-4,2	5,3	3,2	1,9	2,1	4,0
Mises en chantier	unités	39 195	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	24 500	23 500
	évolution (%)	7,6	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-10,8	-4,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	118,4	120,3
	évolution (%)	1,7	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	0,5	1,6

Alberta

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	258 850	262 864	251 286	261 457	274 717	285 156	293 568	306 016
	évolution (%)		1,6	-4,4	4,0	5,1	3,8	3,0	4,2
Nombre d'emplois	en milliers	1 991	2 054	2 025	2 017	2 094	2 150	2 199	2 248
	évolution (%)	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	2,6	2,3	2,2
Taux de chômage	(%)	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	4,6	4,4	4,2
Ventes au détail	en millions de dollars	61 528	61 668	56 546	59 910	64 005	68 452	72 071	75 712
	évolution (%)	9,9	0,2	-8,3	5,9	6,8	6,9	5,3	5,1
Mises en chantier	unités	48 336	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	34 900	32 000
	évolution (%)	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	4,5	-8,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,9	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,5	130,7
	évolution (%)	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,1	1,7

Saskatchewan

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 964	54 776	52 567	54 854	57 536	58 917	60 596	62 862
	évolution (%)		5,4	-4,0	4,4	4,9	2,4	2,9	3,7
Nombre d'emplois	en milliers	504	513	519	524	526	537	554	563
	évolution (%)	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	2,1	3,2	1,6
Taux de chômage	(%)	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,7	4,2	4,1
Ventes au détail	en millions de dollars	13 248	14 848	14 804	15 336	16 489	17 749	18 144	19 122
	évolution (%)	13,9	12,1	-0,3	3,6	7,5	7,6	2,2	5,4
Mises en chantier	unités	6 007	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	7 900	6 900
	évolution (%)	61,7	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-20,7	-12,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	126,0	129,1
	évolution (%)	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,6	2,5

Manitoba

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	49 264	51 241	51 056	52 319	53 370	54 832	56 313	57 799
	évolution (%)		4,0	-0,4	2,5	2,0	2,7	2,7	2,6
Nombre d'emplois	en milliers	599	608	608	620	624	630	637	645
	évolution (%)	1,7	1,7	0,0	1,9	0,8	0,9	1,1	1,4
Taux de chômage	(%)	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,3	5,0	4,6
Ventes au détail	en millions de dollars	14 130	15 143	15 127	16 029	16 758	17 018	17 452	18 195
	évolution (%)	9,1	7,2	-0,1	6,0	4,5	1,6	2,6	4,3
Mises en chantier	unités	5 738	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	6 700	5 700
	évolution (%)	14,1	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	-7,5	-14,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,9	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	122,5	125,0
	évolution (%)	2,1	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	1,9	2,0

Ontario

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	597 907	596 722	575 726	594 319	605 180	614 500	624 639	642 379
	évolution (%)		-0,2	-3,5	3,2	1,8	1,5	1,7	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	6 564	6 666	6 502	6 610	6 731	6 784	6 869	6 963
	évolution (%)	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	0,8	1,3	1,4
Taux de chômage	(%)	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,8	7,5	7,1
Ventes au détail	en millions de dollars	146 324	152 160	148 797	156 904	162 530	165 177	169 077	175 836
	évolution (%)	3,9	4,0	-2,2	5,4	3,6	1,6	2,4	4,0
Mises en chantier	unités	68 123	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	56 900	57 000
	évolution (%)	-7,2	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-25,9	0,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,8	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,5	125,8
	évolution (%)	1,8	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,5	1,9

Québec

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	306 316	310 687	309 043	316 724	322 690	326 046	330 611	337 355
	évolution (%)		1,4	-0,5	2,5	1,9	1,0	1,4	2,0
Nombre d'emplois	en milliers	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 984	4 042	4 086
	évolution (%)	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,8	1,5	1,1
Taux de chômage	(%)	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,8	7,6	7,4
Ventes au détail	en millions de dollars	90 403	94 809	93 736	99 551	102 505	103 648	106 418	110 001
	évolution (%)	4,5	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,1	2,7	3,4
Mises en chantier	unités	48 553	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	38 800	38 000
	évolution (%)	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-18,1	-2,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	122,6	124,9
	évolution (%)	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	1,5	1,9

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	27 966	28 226	28 065	28 928	28 922	28 748	28 978	29 425
	évolution (%)		0,9	-0,6	3,1	0,0	-0,6	0,8	1,5
Nombre d'emplois	en milliers	357	359	360	356	352	351	352	356
	évolution (%)	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,1	-0,2	0,2	1,0
Taux de chômage	(%)	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	10,2	10,4	10,0
Ventes au détail	en millions de dollars	9 415	10 028	10 105	10 608	11 118	11 041	11 176	11 522
	évolution (%)	6,2	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	1,2	3,1
Mises en chantier	unités	4 242	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 900	3 000
	évolution (%)	3,8	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-12,1	3,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,3	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,8	126,3
	évolution (%)	1,9	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	1,5	2,0

Nouvelle-Écosse

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	33 853	34 685	34 581	35 243	35 424	35 495	36 098	36 871
	évolution (%)		2,5	-0,3	1,9	0,5	0,2	1,7	2,1
Nombre d'emplois	en milliers	448	452	451	452	453	456	457	462
	évolution (%)	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,1	0,6	0,3	1,1
Taux de chômage	(%)	7,9	7,7	9,2	9,3	8,8	9,0	9,1	8,7
Ventes au détail	en millions de dollars	11 639	12 121	12 141	12 692	13 146	13 274	13 382	13 853
	évolution (%)	4,3	4,1	0,2	4,5	3,6	1,0	0,8	3,5
Mises en chantier	unités	4 750	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	4 000	3 800
	évolution (%)	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-11,5	-5,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	127,5	130,2
	évolution (%)	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,9	2,1

Île-du-Prince-Édouard

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 622	4 665	4 677	4 800	4 876	4 935	5 018	5 109
	évolution (%)		0,9	0,3	2,6	1,6	1,2	1,7	1,8
Nombre d'emplois	en milliers	69	70	69	71	72	73	75	75
	évolution (%)	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,9	1,1	2,4	1,0
Taux de chômage	(%)	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	11,3	11,6	11,0
Ventes au détail	en millions de dollars	1 624	1 707	1 687	1 777	1 873	1 934	1 938	2 006
	évolution (%)	7,4	5,1	-1,2	5,3	5,4	3,2	0,2	3,5
Mises en chantier	unités	750	712	877	756	940	941	700	700
	évolution (%)	1,6	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-25,6	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	127,6	130,2
	évolution (%)	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	1,7	2,1

Terre-Neuve-et-Labrador

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 736	29 425	26 388	28 058	28 912	27 611	29 268	29 660
	évolution (%)		-1,0	-10,3	6,3	3,0	-4,5	6,0	1,3
Nombre d'emplois	en milliers	216	219	212	219	225	231	235	238
	évolution (%)	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,7	2,3	1,9	1,5
Taux de chômage	(%)	13,5	13,2	15,5	14,4	12,7	12,5	11,8	11,5
Ventes au détail	en millions de dollars	6 535	7 019	7 124	7 446	7 841	8 200	8 511	8 878
	évolution (%)	8,6	7,4	1,5	4,5	5,3	4,6	3,8	4,3
Mises en chantier	unités	2 649	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	3 000	3 200
	évolution (%)	18,6	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-22,8	6,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,1	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,3	128,9
	évolution (%)	1,4	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,9	2,1

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.